

Ajournement d'été

M. Knowles: J'ai calculé qu'il vous restait exactement dix minutes.

M. Deans: En effet, il me reste dix minutes, alors patientez.

Nous devrions examiner les avis que d'autres ont exprimés. Nous avons examiné les déclarations que les libéraux ont faites pendant qu'ils formaient l'opposition, depuis qu'ils sont au pouvoir et lorsqu'ils ont changé de position; nous avons tenu compte du fait qu'on ne peut jamais avoir confiance dans un gouvernement libéral, qu'on ne sait jamais à quoi s'en tenir avec eux. Nous les avons vus se défaire de nos ressources pétrolières au début des années 70, alors qu'ils avaient été prévenus que cela ferait monter les prix pour les Canadiens. Nous avons vu qu'il était possible de créer au moins autant d'emplois en construisant un réseau est-ouest plutôt que nord-sud. Nous avons déclaré que pour servir l'intérêt économique du pays, maintenant et dans l'avenir, et fournir de l'énergie aux Canadiens au plus bas prix possible, il fallait construire un pipe-line est-ouest et non pas nord-sud.

Nous avons signalé que la loi adoptée par notre Parlement en 1978 approuvant le pipe-line de l'Alaska avait pour objet d'autoriser la construction d'une ligne de transport de l'Alaska aux États-Unis et que la décision ici en cause ne respecte pas cette loi. Nous avons souligné que les chances de compléter ce pipe-line, s'il en est, sont bien minces. Il est clair que le gouvernement des États-Unis reconnaît les nombreux obstacles que je viens de signaler, et que le président des États-Unis a expliqué très clairement au Congrès que les Américains ne peuvent vraiment entreprendre de financer ce pipe-line à cause des facteurs énumérés.

Il est donc clair, quant à moi, et aux yeux de bien des Canadiens, j'imagine, que la décision prise aujourd'hui par le gouvernement libéral ne tient pas compte des meilleurs intérêts du Canada. C'est aussi simple que cela, monsieur l'Orateur, aussi simple.

Une voix: Que proposez-vous alors?

M. Deans: Au lieu de parler, le député aurait dû écouter: il le saurait alors. Je lui ferai part de ce qu'ont proposé, très explicitement, certains commentateurs érudits des média. Les rédacteurs en chef des journaux canadiens ont pratiquement tous dit que le gouvernement avait tort de s'obstiner, que ce n'était pas et que ce ne serait peut-être jamais le moment de prendre une telle décision, qu'il devrait attendre et prévoir une étude approfondie à ce sujet. D'après eux, si par hasard la décision du gouvernement était effectivement avantageuse pour les Canadiens, il faudrait que tout le monde le sache avant le début des travaux.

La majeure partie des gens qui ont participé aux émissions de ligne ouverte ont bien dit qu'ils voulaient que le Canada mette lui-même ses ressources en valeur, pour satisfaire ses besoins actuels et futurs. Un gouvernement qui n'écoute personne a certainement des problèmes.

Une voix: C'est votre parti qui a des problèmes.

M. Deans: Je voudrais m'adresser au député de l'arrière-ban qui a la langue si bien pendue. On peut faire quelque chose d'utile pour le pays. Pour commencer, le gouvernement doit revenir maintenant sur sa décision. Ils devraient admettre que c'était une décision hâtive—qu'ils vont la reconsidérer et s'assurer que rien de ce qui était prévu ne soit entrepris.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Ensuite, le gouvernement devrait prendre aujourd'hui la décision de construire un gazoduc à partir des gisements de gaz naturel de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et d'autres régions de l'Ouest jusqu'à l'île de Vancouver et aux Maritimes. Cela créerait les emplois dont nous avons immédiatement besoin, de l'avis de tous. Ce serait une décision concrète qui irait dans le sens du troisième objectif.

Celui-ci consisterait à tenter de réduire la dépendance de la côte est à l'égard du pétrole importé, d'alléger ce fardeau financier considérable pour les Canadiens, de manière à lancer un programme national de remplacement du pétrole sous-marin par le gaz naturel.

Enfin, ces objectifs étant réalisés, nous pourrions joindre nos efforts en vue du développement économique de tout le pays, car nous aurions d'un océan à l'autre une source sûre d'énergie à un prix que le Canada pourrait fixer. Nous serions assurés d'un océan à l'autre d'une source d'énergie qui nous permettrait, si nous le voulions, de rendre notre industrie plus concurrentielle—aussi concurrentielle, en tout cas, que n'importe quelle autre dans le monde.

Le Canada devrait suivre l'exemple d'autres pays producteurs de pétrole et d'énergie et utiliser son énergie et son pétrole pour accélérer son propre développement afin que les Canadiens puissent en profiter.

C'est le genre de programme que je propose au gouvernement. Malheureusement, le gouvernement ne semble pas avoir assez de cran pour prendre des décisions difficiles. Il nous est toujours facile de nous retourner et de donner ce que nous avons, de courir après les dollars, quel que soit le résultat en définitive. C'est ce qu'a fait le gouvernement actuel chaque année depuis qu'il est au pouvoir. C'est pourquoi dans une perspective historique, il sera mis en accusation à cause des initiatives qu'il prend depuis quelques jours.

Il passera à la postérité pour avoir bradé nos ressources naturelles.

Des voix: Bravo!

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de l'occasion que j'ai de participer à ce débat car je le considère très important. J'imagine qu'il aurait pu se dérouler en d'autres circonstances, mais le NPD a décidé de s'opposer systématiquement à l'ajournement de la Chambre et de discuter dès maintenant des avantages et désavantages de la décision que le gouvernement a prise la semaine dernière d'autoriser la construction préliminaire du premier tronçon canadien du gazoduc de l'Alaska.

Lorsqu'on a, comme moi, à son actif une douzaine d'années de vie parlementaire, on commence à comprendre que lorsque quelqu'un se trouve en position de force, il base son argumentation sur des faits et ne perd pas son temps à pontifier sur des abstractions ni à s'écouter parler. Pourtant, c'est tout ce à quoi nous avons eu droit de la part du député de Hamilton Mountain (M. Deans) ce soir. Il n'a pas du tout cité de faits. Il s'est contenté de répéter «Vous vendez à bas prix les ressources de notre pays. Vous ne pensez pas du tout à l'avenir de l'industrie canadienne.» Il s'est borné à prédire que le pipe-line ne serait pas construit parce que nous n'avions pas de garanties.